

NUCLEAIRE ET EOLIEN INDUSTRIEL

Pierre BONN vice président de l'ADENL janvier 2007

Nous touchons ici un point très sensible car une majorité d'écolâtres le sont uniquement parce qu'antinucléaires. Il est tout à fait respectable d'être antinucléaire mais l'éolien industriel n'a que peu de chose à voir avec le nucléaire. Mieux, lutter pour l'éolien industriel c'est lutter aux cotés d'AREVA, EDF, SIEMENS, WESTINGHOUSE, etc. qui sont les gros opérateurs du nucléaire (en même temps que de l'éolien). Croire et dire : «si vous êtes contre l'éolien c'est que vous êtes pour le nucléaire !» n'a pas de sens et c'est ce que nous tentons d'expliquer ci-après. Nous disons aux antinucléaires : «vous avez le droit d'être antinucléaires mais cela n'est absolument pas une raison pour soutenir l'éolien industriel qui est une arnaque écologique, économique et financière et qui jamais ne pourra remplacer même une partie du nucléaire »

1 - LA PROBLEMATIQUE

Le problème est celui de l'énergie et plus spécialement de l'énergie électrique dans les économies des pays développés et émergents (Chine, Inde, ...) avec deux évidences inquiétantes : le réchauffement climatique et la raréfaction des combustibles fossiles.

L'électricité est produite (sans entrer dans les détails) dans différents types de centrales¹ :

Les centrales nucléaires (qui sont des centrales thermiques)

- Intérêt : pas d'émission de gaz à effet de serre (GES), prix du kWh extrêmement compétitif, combustible disponible encore longtemps et plus avec des techniques tel que la surgénération. Volumes importants possibles. Possibilité de cogénération
- Inconvénient : production de déchets radioactifs qu'on ne pourra traiter que dans un avenir indéterminé et qu'il faut stocker en attendant.

Les centrales thermiques utilisant des combustibles fossiles : pétrole, gaz, fioul, charbon (appelées aussi classiques ou thermiques à flamme)

- Intérêt : facilité de mise en œuvre, charbon encore très compétitif et disponible. Possibilité de cogénération
- Inconvénient : avec le charbon, dans la forme classique, le pire en matière de GES et cher sous d'autres formes émettant moins de GES. Prix et indisponibilité augmentant avec la raréfaction des produits fossiles.

Les centrales thermiques utilisant la biomasse renouvelée² : bois, huile, rafles, ...

- Intérêt : neutre vis-à-vis des GES (on en produit autant que la plante en consomme). Possibilité de cogénération
- Inconvénient : ressource limitée et souvent en compétition avec la production d'agro carburants

Les centrales solaires photovoltaïques

- Intérêt : pas de GES, rendement et coûts s'améliorant
- Inconvénient : cher pour l'instant et forte emprise de surface, volumes limités

Les centrales géothermiques

- Intérêt : pas de GES, très prometteur, 3 sites en France, prix compétitif. Possibilité de cogénération
- Inconvénient : expérimental pour l'instant, volumes importants limités.

Les centrales éoliennes

- Intérêt : aucun sauf gros rendement financier pour les promoteurs
- Inconvénients : subventionné, très cher, intermittence nécessitant une régulation par du thermique à flamme d'où émission de GES, impact paysager, atteinte au tourisme, baisse de valeurs des habitations riveraines, nuisances sonores et visuelles, emprise au sol, volumes importants limités, ...

¹ Le CO2 de l'énergie grise (par exemple pour la fabrication, n'est pas pris en compte)

² Il ne s'agit pas par exemple de brûler des arbres sans reboiser

Les centrales de mer (marémotrices, hydroliennes, animées par la houle)

- Intérêt : pas de GES, prometteur surtout hydrolien.
- Inconvénients : expérimental ou réalisation limitée (usine de La Rance), nombre limité de sites

Les centrales hydrauliques

- Intérêt : pas de GES, compétitif, le seul moyen pratique et abordable de stocker de l'électricité
- Inconvénient : nombre de sites limité, en compétition avec l'irrigation et le soutien des étiages.

Les économies d'électricité

- Intérêt : gratuit, pas de GES
- Inconvénients : volume limité, ne rapporte rien aux promoteurs

Les solutions de remplacement des combustibles fossiles feront fortement appel à l'électricité (voir « les carburants de demain » sur www.eoliennes-refus.fr). Cela favorise une production pouvant produire de gros volumes de kWh à un prix le plus compétitif possible et sans émissions de GES. A vue de nez et dans l'état actuel de la science et des techniques, le candidat le plus plausible reste le nucléaire. Si l'on accepte pas les déchets radioactifs, il n'y a plus aucun candidat ni groupe de candidats à part les économies d'énergie qu'il faut faire de toute façon..

Mais posons nous quand même la question :

2 - POURRAIT-ON, EN FRANCE, REMPLACER LE NUCLEAIRE PAR L'EOLIEN INDUSTRIEL ?

2.1-REPLACER LE NUCLEAIRE PAR DE L'EOLIEN ET DES CENTRALES THERMIQUES

Il faut produire environ 500 TWh par an. Du point de vue coût, c'est démesuré. Avec un taux de charge moyen au mieux de 23% ou 2000 heures par an, 500 TWh représentent 115 000 GWh éoliens et 385 000 GWh thermiques ; soit $115000/2000 = 57,5$ GW installés soit à 1 million d'euro le MW, 57,5 milliards rien qu'en achat machines. Il faut y rajouter le coût de 57,5 GW de centrales thermiques pour la régulation et le coût du combustible fossile nécessaire à l'alimentation de ces centrales. Si l'on compte en plus le coût du CO2 produit, on arrive à des montants totalement irréalistes.

De plus, les centrales thermiques de régulation (que l'on est déjà en train de construire en France³) vont produire des quantités énormes de GES (plus de 3 fois le CO2 économisé par l'éolien), ce qui est le but inverse de celui qui a conduit à l'éolien industriel.

Cette solution a les désavantages de l'éolien industriel actuel : les émissions de CO2 et le coût (sans compter les nuisances).

2.2-INSTALLER ENORMEMENT D'EOLIEN ET PROFITER DU « FOISONNEMENT »

Cette solution est étudiée dans « L'ESCROQUERIE ECOLOGIQUE » sur ce site. Ce foisonnement nous dit que sur 100 MW éolien installés on ne peut compter que sur 15 MW et encore, avec seulement une probabilité de 90%. Alors le 15% de puissance garantie à 90% de probabilité pourrait peut-être être intéressant. Avec 1 500 000 MW installés (soit **1 million de machines de 1,5 MW** ou 500 000 machines de 3 MW), 15% représente 225 000 MW. Et à 2000 heures/an cela donne 450 TWh/an soit en gros la production nucléaire française. Mais comme les 225 000 MW ne sont qu'à 90% de probabilité et il faudra **22500 MW de centrale thermique** pour suppléer les carences 1 fois sur 10. Bien sûr, par régime de vent fort général, on aura énormément d'électricité excédentaire dont il faudra se débarrasser d'une façon ou d'une autre et qui ne sera pas vendue. Mais si on trouve la place pour installer un tel nombre de machines, on réalisera les rêves les plus fous des constructeurs de machines⁴ : VESTAS, WESTINGHOUSE, NORDEX, GAMESA, GENERAL ELECTRIC, REPOWER, GENERAL ELECTRIC, etc ... En achat machines, à 1 million d'€le MW cela représente un chiffre d'affaire de **1500 milliards d'€(sans compter la construction et le combustible des 22,5 GW de centrales thermiques avec le CO2 correspondant)**.

³ « L'ESCROQUERIE ECOLOGIQUE » sur la page d'accueil de www.eoliennes-refus.fr

⁴ JEUMONT filiale d'AREVA était le seul constructeur français à faire des machines de 1 MW et plus.

2.3- JM JANCOVICI

L'un des experts français les plus réputés, Jean Marc JANCOVICI (site à consulter absolument : www.manicore.com) nous dit entre autres : « La production électrique est en France, de 506 TWh. Avec des éoliennes fournissant 20 GW/h par km², il faudrait ériger 250 000 éoliennes sur une surface équivalente à 5% du territoire, soit à peu près la superficie actuelle des villes et des routes. Cette surface monte à 20% du territoire (soit 1 million d'éoliennes) si on tient compte du fait que les vents décroissent très vite dès que l'on s'éloigne des crêtes ou du littoral. »

2.4-EN FRANCE,

les gouvernements successifs, de droite comme de gauche ont conforté et développé l'option du nucléaire. Après l'EPR à Flamanville, on parle de la construction d'un réacteur de 4ème génération (vraisemblablement à neutrons rapides). A moins d'un saut scientifique et technologique majeur, il est plus que probable que la France et un très grand nombre de pays, vont devoir vivre avec le nucléaire pendant encore au moins 50 ans. Les quelques pays qui avaient décidé de « sortir du nucléaire » commencent sérieusement à réviser leur position.

Que l'on soit pour ou contre ou encore, indifférent au nucléaire, il est difficile de refuser ce constat. Ceux qui sont contre (en France comme à l'étranger) n'ont aucune alternative crédible et réaliste à proposer. Les français, dans le sondage du CECOP (donné en fin de document) n'ont pas de sympathie particulière pour le nucléaire qui les inquiètent mais disent ne pas pouvoir ni vouloir s'en passer. Sans cette alternative, les expressions et tendances politiques antinucléaires sont condamnées à rester marginales et à rejoindre les poubelles de l'histoire.

Si, avec une alternative crédible et réaliste (condition sine qua non), une force politique antinucléaire arrive au pouvoir, elle pourra alors choisir de sortir du nucléaire. En attendant, le recours aux énergies renouvelables (hors éolien industriel) et les économies d'énergie sont un petit pas en avant mais tout à fait insuffisant pour remplacer le nucléaire. La gesticulation colérique ou l'imprécation religieuse de certains ne semblent pas le meilleur moyen d'arriver actuellement à cette « sortie » – et sûrement pas, la participation à l'arnaque de l'éolien industriel. L'arnaque de l'éolien industriel existe quelque soit la position de chacun sur le nucléaire et c'est contre cette arnaque que lutte plusieurs centaines d'associations en France et à l'étranger.

Même les « verts » quand ils partageaient le pouvoir dans le gouvernement Jospin, se sont bien gardés de vouloir faire voter les français sur le nucléaire. Même chose en Allemagne sous la coalition socialo-écologiste, où la « sortie du nucléaire » résultait d'un accord entre les deux partis et (surtout pas) d'un vote populaire.

Il aurait été aussi utile et démocratique que le chiffre de 21% de la directive européenne soit discuté sur la place publique ; pourquoi pas 27% ou 18% ?

2.5-CONCLUSION

A la fois

- pour des raisons politiques,
- pour des raisons économiques et financières,
- pour des raisons écologiques (émissions de GES et fin des combustibles fossiles),
- pour des raisons physiques,

il est totalement exclu de pouvoir remplacer le nucléaire par de l'éolien industriel. Croire ce remplacement possible, relève d'une foi d'ordre religieux et est le plus souvent motivé par l'espoir délirant de « sortir du nucléaire ». La fin des énergies fossiles va très vraisemblablement précipiter les nations vers de plus en plus de nucléaire. Si cette prolifération reste sans contrôle international sérieux, nous allons vers un futur très inquiétant. Sur ce point au moins les antinucléaires ont raison de tirer la sonnette d'alarme.

3-PETIT HISTORIQUE DE LA CONTESTATION ANTINUCLEAIRE

De la contestation du nucléaire militaire ...

Depuis les essais nucléaires militaires et surtout les essais français, une contestation antinucléaire s'est largement développée en France et dans le monde. Cette contestation, similaire à celle existant aux USA et en Grande Bretagne a été renforcée par l'opposition des nations plus ou moins proches du lieu des essais

français dans le Pacifique comme la Nouvelle-Zélande et l'Australie et a conduit en particulier à l'affaire du Rainbow Warrior.

à la contestation du nucléaire civil

La fin des essais a déporté une majeure partie de la contestation en direction du nucléaire civil. Depuis Messmer (Fessenheim) jusqu'à Raffarin-II (EPR à Flamanville) en passant par Jospin, tous les gouvernements successifs ont choisi l'option du nucléaire civil sans débat national véritable ou, en d'autres termes : « *sans demander l'avis des français* ».

Les français ont été sensibilisés aux arguments des antinucléaires dont les campagnes avec le temps commencent à avoir un impact certain. Ils refusent par contre de diaboliser le nucléaire civil dont ils reconnaissent ne pas pouvoir se passer même s'ils préféreraient avoir autre chose. Ils pensent même (à tort suivant le journaliste) que les énergies renouvelables sont une possibilité future de remplacement du nucléaire (sondage CECOP donné en fin de document).

La politique nucléaire dans les pays occidentaux

Lorsqu'une technologie est utilisée sur une grande échelle, la pérennité de cette utilisation dépend de son bilan avantages/inconvénients. Prenons par exemple l'automobile qui a l'avantage d'offrir d'énormes possibilités de déplacement individuel. La contrepartie en est un nombre considérable de morts (plusieurs milliers chaque année en France), une pollution avérée croissante et l'augmentation continue du prix du carburant. Malgré ces inconvénients et malgré l'existence de transports publics, les citoyens du monde entier veulent de plus en plus posséder et utiliser la voiture automobile. Ils jugent pour l'instant que les avantages l'emportent sur les inconvénients.

Dans le cas du nucléaire, les utilisateurs premiers ne sont pas des gens mais des sociétés gouvernementales ou para gouvernementales ou privées (comme aux USA). La liaison entre nucléaire civil et nucléaire militaire fait que **le choix du nucléaire civil est d'abord un choix politique**. Une fois ce choix fait, quels sont les avantages et les inconvénients ? Sans rentrer dans les détails, les avantages sont de disposer d'une grande quantité d'énergie ; cette énergie est plutôt bon marché ; elle ne produit pas de gaz à effet de serre⁵ ; elle ne dépend pas ou peu du cours du dollar et de celui du pétrole. Les inconvénients ne sont pas minces : fuites de produits radioactifs, contaminations, accidents mineurs, accidents majeurs du type Tchernobyl, déchets radioactifs dont on ne sait pour l'instant que faire. Considéré par les uns comme un avantage et par d'autres comme un inconvénient, il reste encore pour en gros 80 ans de combustible (à extraire).

De nombreux pays ont mis des centrales en service depuis plusieurs dizaines d'années et ils continuent de remplacer les réacteurs en fin de vie et même d'augmenter leurs parcs. L'Allemagne sous le règne de l'alliance socialo écologiste essayait de sortir du nucléaire mais il est probable, ainsi que le prédisent les experts, que la coalition au pouvoir où la CDU est légèrement majoritaire renversera la vapeur. Importer force électricité nucléaire française et prolonger la durée de vie des centrales allemandes, n'est pas vraiment « sortir du nucléaire ». Cette « sortie » la condamnerait à retourner au tout thermique et surtout au thermique utilisant le charbon, bon marché et disponible, mais qui est ce qu'il y a de pire en matière de GES⁶. L'éolien industriel ne joue qu'un rôle marginal de quelques pourcents malgré 17000 MW installés.

Il faut de plus faire rentrer en ligne de compte un inconvénient qui n'est pas spécifique au nucléaire, c'est la très forte tendance de toute institution, État, Armée, Administration, Police, Églises, multinationales, Agences gouvernementales, etc. à mettre sous le boisseau les bavures et à en exonérer les responsables jusqu'au moment (souvent très ou trop tard) où ce n'est plus possible. La liste en est longue en France mais citons quand même les militaires irradiés de l'accident lors de l'essai d'une bombe souterraine (Beryl) au Hoggar le 1^{er} mai 1962, la répression des émeutes de Madagascar, les exploits de Papon sous l'occupation et à Paris ensuite (Charonne), le nuage de Tchernobyl qui s'arrête à la frontière, le sang contaminé, l'amiante, etc ... Crimes pour les uns, fautes de « com⁷ » pour d'autres, cela exaspère le sentiment d'injustice et exacerbe la contestation.

⁵ Hors « énergie grise »

⁶ Le charbon « propre » avec séquestration du CO₂, n'est pas encore au point techniquement et financièrement

⁷ Communication, en langage branché.

Il est sain dans une démocratie qu'une contestation critique du masquage des bavures existe. Dans le cas du nucléaire c'est un des rôles utiles que jouent les antinucléaires. Cependant ils seraient nettement plus crédibles s'ils n'essayaient pas d'épouvanter systématiquement le chaland et s'ils étaient en mesure de proposer des solutions vraiment réalistes pour le remplacement du nucléaire. Dans ce cas ils pourraient même avoir l'espoir de faire des scores électoraux leur permettant d'influencer les choix énergétique majeurs.

4-LES ANTINUCLEAIRES RADICAUX

4.1-CARACTERISTIQUES GENERALES

Pour les antinucléaires radicaux le bilan avantages/inconvénient est très simple : il n'y a aucun avantage et que des inconvénients – ces inconvénients sont pour eux énormes et totalement inacceptables.

Cette position est respectable et ne nous pose pas de problème dans son principe. Elle est tout aussi acceptable que la position de Vent de Colère qui refuse toute forme d'éolien industriel. Ce que nous ne pouvons accepter est l'éolâtrie intégriste à laquelle cela a conduit certains, comme on le verra plus loin.

Fantasmes auto alimentés par une circulation en groupe fermé ou propagande outrancière cynique ? Leurs propos vont certainement à l'encontre du but recherché. A propos de **Tchernobyl**, que peut-on lire en 2005 sur les sites des antinucléaires radicaux⁸ : « *19ème anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl : 19 ans après c'est déjà pour les liquidateurs⁹ plus de 25 000 morts et plus de 200 000 invalides, et pour les populations exposées à la contamination un bilan qui sera selon les estimations de 40 000 à 560 000 morts par cancers, plus autant de cancers non mortels.* » Cela se passe de commentaires quand on lit les rapports de l'ONU, de l'OCDE, de la WHO (World Health Organization)¹⁰, etc...

J'ai même rencontré un militant (très énervé) qui m'a dit qu'avec un second Tchernobyl en France, ce serait la fin du nucléaire. Le souhaitait-il vraiment ?

On pourrait penser que l'Ukraine et la Biélorussie seraient définitivement dégoûtées de l'énergie nucléaire. Eh bien non, elles ont demandé à l'Europe de remplacer les réacteurs du type de celui de Tchernobyl par des réacteurs tels qu'en possèdent les pays occidentaux. Et l'Europe, cad vous et moi, allons payer pour de nouveaux réacteurs plus sûrs de type occidental pour remplacer les quelques 23 réacteurs « pourris » de type Tchernobyl ou RBMK apparentés.

On trouvera sur le site de JM Jancovici, une discussion sur les arguments des antinucléaires radicaux.

Un mouvement se dessine en ce moment, c'est la construction de mini réacteurs nucléaires tels que ceux développés par les russes pour le chauffage urbain et qui marcheront en cogénération (électricité + dessalement éventuel de l'eau de mer + chaleur). De nombreux pays se lancent dans cette filière : Égypte, Chine, Russie, Kazakhstan, Canada, Afrique du Sud, Corée du Sud, Pakistan, Inde, Les antinucléaires ont du pain sur la planche.

A propos de solutions pour « sortir du nucléaire », les antinucléaires radicaux se partagent en 2 groupes :

4.2-CEUX QUI VEULENT SORTIR DU NUCLEAIRE AVEC DES CENTRALES THERMIQUES

Ils préfèrent (et le disent) les GES aux déchets radioactifs. Ils reconnaissent que le recours aux énergies renouvelables ne pourra en aucun cas remplacer le nucléaire. La seule solution pour la France est le recours aux centrales thermiques¹¹ :

« Le recours aux combustibles fossiles n'est certes pas une solution idéale mais c'est la seule disponible à très court terme. EDF a mis au point, pour l'exportation, des centrales à " charbon propre " qui rejettent peu de polluants, (le gaz carbonique qui contribue à l'effet de serre est bien sûr inévitable, mais

⁸ www.dissident-media.org/infonucleaire/special_tcherno.html

⁹ Personnel chargé de nettoyer une zone de plusieurs km autour du site.

¹⁰ Sans vouloir entrer dans la polémique le chiffre probable se situerait autour de 16000.

¹¹ Bella et Roger Belbéoch Juin 1999 http://membres.lycos.fr/infonucleaire/mise_au_sortir.html

cette surproduction est négligeable par rapport aux autres composantes, entre autres les transports et l'agriculture). Les installations françaises ne sont pas toutes équipées des derniers perfectionnements. Cependant il faut comparer la pollution qui résulterait de leur fonctionnement intensif avec [la pollution du cycle nucléaire](#) de la mine d'uranium au stockage des déchets. Il faut surtout faire la comparaison avec les conséquences sanitaires des catastrophes nucléaires possibles. Bien sûr si l'on considère ces conséquences comme anodines, alors charbon et fioul ne sont guère acceptables. Dans ce cas le nucléaire se trouverait parfaitement justifié et l'existence d'une mouvance antinucléaire devient incompréhensible.

L'utilisation de turbines à gaz serait bien sûr plus satisfaisante mais hélas il n'y en a guère en France. C'est là, probablement, la voie possible la plus rapide pour remplacer les 30% des réacteurs que l'on ne peut pas supprimer par le recours à nos centrales thermiques à charbon et à fioul.

Quand certains préconisent de remplacer le nucléaire par des économies d'énergie et les énergies renouvelables (vent, soleil), ils restent très vagues sur les estimations quantitatives en kilowattheures. Seul semble important le coût, qui, grâce aux progrès de la technologie, devrait diminuer. [La pensée unique économique](#) règne en maîtresse et non l'aptitude de ces technologies à remplacer les gigawatts nucléaires. Même en escomptant un très grand gain d'efficacité de ces installations d'énergies renouvelables on serait encore très loin du bilan de l'électricité consommée en France et quelques économies d'énergie à faire d'urgence ne changent guère le bilan. C'est une réduction considérable de notre consommation d'électricité qui serait nécessaire.

Insistons sur le fait que bien sûr nous ne sommes pas opposés à l'utilisation des énergies renouvelables partout où c'est possible. Ce que nous contestons c'est l'affirmation qu'elles peuvent être une alternative à un remplacement rapide du nucléaire. De même des économies d'énergie ne peuvent qu'être bénéfiques. Mais pour sortir rapidement du risque nucléaire nous n'avons guère le choix et la solution existe : il faut recourir aux énergies fossiles. Les nucléocrates d'EDF ont bien perçu cette menace car ils mettent en place une politique de démantèlement systématique des installations thermiques au charbon et au fioul et cela dans l'indifférence générale¹². Si cette politique aboutit, la sortie rapide du nucléaire deviendra techniquement problématique et il faudra compter parmi les responsables de cette situation tous ceux, parmi les écologistes, [qui diabolisent le charbon](#). »

Ou¹³

« [Arrêter le nucléaire ne signifie pas se passer d'électricité](#) : C'est un fait que les énergies renouvelables (micro hydraulique, solaire photovoltaïque, éolien, etc.) ne peuvent en aucun cas actuellement, sans changement profond du mode de vie (production et consommation), permettre de produire l'électricité dont nous aurions besoin en arrêtant le nucléaire. Cela signifie qu'il faut utiliser au maximum de leurs capacités ce dont on dispose actuellement. Les autres pays, moins nucléarisés que la France, utilisent largement charbon et fioul pour produire leur électricité. Ainsi au Danemark, pays modèle pour le développement de l'électricité éolienne, la part de charbon et de fioul dans la production électrique était, en 1996, de 85 % (contre 7,5 % en France).

Il n'y a encore que peu d'électricité produite en France à partir du gaz. Par contre, en plus de l'hydraulique, il y a des centrales sous-utilisées à charbon et à fioul qu'EDF a commencé à démanteler, alors qu'elle exporte des techniques de « charbon propre¹⁴ » qui pourraient facilement être adaptées ici. La production de ces centrales exploitées au maximum, couplée à un arrêt des exportations et de l'autoconsommation de l'industrie nucléaire, grosse dévoreuse d'électricité, permettrait d'arrêter dès maintenant plus des deux tiers du parc électronucléaire français.

Il est évident que le recours au charbon et au fioul grâce auquel nous pouvons rapidement diminuer notablement la part de l'électronucléaire n'est pas l'idéal (Soulignons qu'il n'aurait qu'une contribution marginale au phénomène planétaire de l'effet de serre). Pour nous, il y a une urgence prioritaire : éviter les catastrophes nucléaires, civiles et militaires. Bien sûr ce que nous proposons est compatible avec le recours aux énergies renouvelables et aux économies d'électricité partout où c'est possible, comme par exemple l'abandon du chauffage électrique dans tous les établissements publics. »

¹² Ils se sont trompés sur ce point précis : la remise en service d'anciennes centrales thermiques et la construction de nouvelles sont en plein développement pour la régulation de l'éolien industriel (voir la PPI 2006).

¹³ Sur http://www.dissident-media.org/infonucleaire/sortie_immediate.html

¹⁴ Il s'agit de centrales au charbon sur lit fluidisé qui ne sont pas spécialement propre mais plutôt « moins sales »

Ce qu'ils n'ont pas compris c'est que si (d'après les spécialistes) on peut espérer pouvoir traiter les déchets dans 2 ou 3 décennies, ***retirer les GES de l'atmosphère apparaît pour l'instant comme impossible*** et la catastrophe engendrée par les GES et qui commence à nous atteindre aura déjà accompli son œuvre.

4.3-CEUX QUI VEULENT SORTIR DU NUCLEAIRE AVEC EOLIEN ET TURBINES A GAZ.

Le deuxième groupe (que les premiers accusent de « diaboliser le charbon ») lui, veut sortir du nucléaire avec de l'éolien industriel plus des turbines à gaz. On l'a vu dans le § 1, on obtient des ordres de grandeurs de coûts totalement irréalistes sans compter les énormes émissions de GES.

Pour l'éolien, un facteur non négligeable a joué en sa faveur, c'est la « vision infantile de l'éolien industriel », partagée par une très grande majorité de gens mal ou non informés : « **A part le coût de la machine, c'est gratuit. On produit de l'électricité sans gaz à effet de serre ni déchets radioactifs. Chaque kWh éolien produit replace un kWh nucléaire. Il faut donc en installer un maximum** »

Une partie des antinucléaires radicaux et soit disant écologistes, fanatiques de l'éolien, en font une question de principe et ont développés une véritable hystérie antinucléaire. Parler du nucléaire devant ou avec eux déclenche plus qu'un réflexe conditionné. C'est comme une fraise de dentiste qui touche un nerf avec des réactions virulentes totalement disproportionnées et frisant la crise de nerf. Les antinucléaires éolâtres sont amenés à des prises de position tout à fait schizophrènes comme de combattre pour l'éolien industriel aux cotés d'AREVA qui fabrique les centrales nucléaires et dont la filiale COGEMA extrait l'uranium, d'EDF qui les utilise, de TOTAL qui pollue nos côtes et essaye d'éviter de payer pour cela, de SHELL cible mondiale des écologistes, etc. Leur position devient une véritable religion d'un intégrisme extrême et sectaire. Pour ces talibans, le nucléaire est « le grand Satan » et si « **si vous êtes contre l'éolien, c'est que vous êtes pour le nucléaire !** » même si cela n'a rien à voir. Ils sont d'autant plus fanatiques de l'éolien industriel qu'ils sont contre le nucléaire et ce fanatisme évacue complètement toute argumentation logique raisonnée sur l'éolien. On sort de la vision infantile pour rentrer dans un schéma intégriste buté : « **il faut le maximum d'éolien pour nous sauver du nucléaire** »

5-CONCLUSION

Le lobby éolien se compose de deux groupes :

Ceux qui ont un intérêt financier : constructeurs, grands et petits promoteurs, entremetteurs divers, cabinets, investisseurs, groupes bancaires, sous traitants, petits et grands stipendiés à tous les échelons locaux et nationaux, associations diverses d'acteurs de la filières, ...

Quelques noms les plus connus dans le désordre : SER, FEE, EWEA, SHELL, TOTAL, AREVA, EDF-EN, ABOWIND, OSTWIND, ENERTRAG, ALIZE ENERGIE, VENTURA, VALOREM, SIEMENS, GENERAL ELECTRIC, REPOWER, NORDEX, VESTAS, THEOLIA, GAMESA, ALSTHOM, BRITISH PETROLEUM, CEGELEC, BORALEX, WESTINGHOUSE, CNR, ENERCON, VSB, EOLE-RES, ABIES, VOLKSWIND, TENCIA, CIE DU VENT BORALEX, INNOVENT, SERIS EOLE, COMPAGNIE DU VENT, SOLLDEV, EED, ENERCON, NEG MICON,, ENERIA,, SIDEC, JUWI, ... Pour la plupart ils se foutent éperdument du nucléaire comme d'ailleurs de tout le reste (paysages, nuisances, GES, maires, préfets, riverains, ADEME, DDE, ...) Une seule chose compte **investir le plus vite possible, le plus d'argent possible** pour profiter des taux mirifiques de revenu après impôts (largement plus de 20% d'après la CRE¹⁵ et même « atteignant 50% et s'apparentant alors à l'usure... » selon des députés¹⁶).

Mention spéciale pour :

Le trust nucléaire AREVA qui construit des centrales nucléaires, qui extrait l'uranium avec sa filiale la COGEMA et qui fait des éoliennes avec sa filiale JEUMONT. Les machines Jeumont ont 2 défauts rédhibitoires : elles font un boucan du diable et elles perdent régulièrement leurs pales. Du coup AREVA a

¹⁵ Rapport de la CRE5 juin 2001

¹⁶ « Le Monde » Patrick Roger 24 juin 2005.

fait cesser la fabrication d'éoliennes par Jeumont qui continue cependant à assurer la maintenance des machines existante et à fournir les pièces détachées (dont beaucoup de pales). Mais cela n'a aucunement affecté la volonté d'AREVA de faire de l'éolien industriel et AREVA a pris en 2005, 21,5% de REPOWER un grand constructeur allemand de Hambourg et en janvier 2007 AREVA lance une OPA sur REPOWER. (A St Crépin ce sont des REpower qui empêchent les riverains de dormir). En dehors de cela, une émission de Canal+ et un article d'une page dans "Le Monde" ont expliqué que la Cogema n'était pas très regardant sur l'irradiation des travailleurs et populations riveraines des mines d'uranium au Niger.

EDF qui achète les centrales d'AREVA et exploite le plus grand parc nucléaire du monde. Sa filiale SIIF énergie (rebaptisée EDF, énergie nouvelle) avait pour président A.Antolini¹⁷ qui était en même temps président du SER (syndicat des énergies renouvelables). Fin 2006, A.Antolini mis en examen pour financement de mouvement terroriste, a été viré de EDF-EN et du SER (non sans un confortable « golden parachute »).

On pourrait rajouter l'américain **WESTINGHOUSE** qui fait du nucléaire et a racheté ENRON WIND, la filiale éolienne du groupe énergétique ENRON au début de sa déconfiture et **SIEMENS** également constructeur de centrales nucléaires.

Pourquoi ces groupes font-ils de l'éolien industriel ? Parce que c'est un formidable outils de marketing pour paraître écologique. Cela se voit à plusieurs dizaines de km, cela fait parler les gens. Et en plus, ce marketing, au lieu de coûter cher, rapporte beaucoup d'argent.

Cela démontre de façon irréfutable

- que le nucléaire n'a pas peur de l'éolien qui pour lui est une aimable plaisanterie qu'il utilise pour son marketing et paraître écologique (en plus cela lui rapporte de l'argent).
- que les khmers verts et autres éolâtres intégristes sont parfaitement schizophrènes de lutter aux cotés d'AREVA, EDF, WESTINGHOUSE, SIEMENS qui eux sont tout contents d'utiliser ces naïfs pour leur marketing.
- que ceux qui croient que l'éolien industriel va sauver la France du nucléaire relève de la foi religieuse ou de la pensée magique ou du délire.

L'autre partie est constituée par les éolâtres antinucléaires dont la foi dans l'éolien est proportionnelle à leur exécution du nucléaire. Citons dans le désordre :

- L'ADEME,
- La LPO qui a signé une charte contre le nucléaire et pour qui les expertises avifaune pour les promoteurs éoliens sont une manne juteuse. Cela jette le doute le plus sérieux sur l'objectivité de leurs expertises qui étonnent d'ailleurs par leur mansuétude partisane.
- Le magazine PANDA
- Le magazine l'ETAT SAUVAGE qui, avec METROL¹⁸, laisse entendre que les anti-éoliens sont subventionné par le nucléaire.
- L'Association des Journalistes Écologiques qui, en plus de l'éolien industriel, soutient les « fondus » du Mandarom¹⁹.
- Le CLER, OBSERV-ER, LES VERTS, La direction parisienne d'ATTAC²⁰, SORTIR DU NUCLEAIRE, LES AMIS DU DIPLO, une partie des ALTERMONDIALISTES²¹, CAUE11, ...
- UMINATE, SOLAGRO et FNE²² avec C.Couturier (appartenant aux 3) qui déclare : « L'éolien est-il utile ? Oui, chaque kWh remplacera des kWh produits par du nucléaire ou du charbon, même dans le cas où ces kWh éoliens sont exportés. »
- Des personnalités diverses comme C.Lepage, M.Rivasi, D.Cohn-Bendit, ...(certaines de ces personnalités, fanatiques de l'éolien industriel, ne l'apprécient pas du tout quand il est près de leur magnifique propriété – Nous taïrons charitablement leurs noms)

¹⁷ Ancien président de la fédération des promoteurs immobiliers.

¹⁸ Société organisant des colloques pour les tenants de l'éolien industriel

¹⁹ http://www.aumisme.org/fr/cp/soutien_int.htm

²⁰ Sur le terrain, les militants luttent contre l'éolien industriel comme « Attac-Somail » par exemple.

²¹ J.BOVÉ par exemple.

²² www.fne.asso.fr/PA/energie/doc/seminaire_eolien_V2.pdf

- Toute une mouvance vaguement écolo, style zen, healing, pétard, Californie, baba cools, le plus souvent urbains, ayant mal digéré 68.
- Nombre d'hommes politiques, de parlementaires et sénateurs de toutes tendances qui ont avalés tout crû l'appât écologique de l'éolien industriel et l'hameçon avec. Exemple Serge Lepeltier ancien ministre de l'environnement qui a déclaré : « Pour moi, l'éolien est naturellement bon » (!) On compte en fait, une bonne partie des élus socialistes et verts.
- etc.

Certains (Antolini, ABIES, ADEME, ...) se réjouissent de l'augmentation du prix du pétrole qui va soit disant rendre l'éolien plus compétitif. Ils oublient que le thermique de régulation va augmenter dans les mêmes proportions et que cela va précipiter encore plus rapidement un certain nombre de pays dans plus de nucléaire, devenant lui, vraiment beaucoup plus compétitif.

Si, avec une alternative crédible et réaliste, condition sine qua non, une force politique antinucléaire arrive au pouvoir, elle pourra alors choisir de sortir du nucléaire. En attendant, le recours aux véritables énergies renouvelables (cad hors éolien industriel) et les économies d'énergie sont un pas en avant mais encore vraiment très insuffisant. La gesticulation colérique ou l'imprécation religieuse ne semblent pas le meilleur moyen d'arriver à cette sortie – et sûrement pas, la participation à l'arnaque de l'éolien industriel. L'arnaque de l'éolien industriel existe quelque soit la position de chacun sur le nucléaire et c'est contre cette arnaque que nous luttons.

En effet

- sans rapport aucun avec le nucléaire,
- inutile car sans aucun effet sur les sources d'émission de GES,
- polluant car régulé par du thermique produisant des GES, et d'autant plus qu'il y a d'éolien,
- rackettant la collectivité française (usagers d'EDF et contribuables),
- ne servant qu'à enrichir outrageusement des promoteurs privés et constructeurs étrangers,
- nuisible de façon multiple pour les riverains,
- destructeur du patrimoine paysager et du tourisme,
- dangereux,
- ne créant pas d'emploi permanent,
- freinant la croissance,
- dégradant la balance des paiements,

L'EOLIEN INDUSTRIEL FRANÇAIS EST UNE GIGANTESQUE ARNAQUE ECOLOGIQUE ET FINANCIERE. Nous demandons d'urgence l'abrogation de l'arrêté Cochet-Pierret qui est le seul et unique moteur de cette arnaque.

61 % des Français voudraient pouvoir se passer du nucléaire

ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 13.11.02 DU JOURNAL « Le Monde »

Selon un sondage réalisé pour l'Union française d'électricité, les usagers d'EDF, s'ils sont conscients des avantages économiques procurés par le choix du tout-nucléaire de la France, réclament plus de transparence et de sécurité.

LES FRANÇAIS se méfient de l'énergie nucléaire, mais ils ne peuvent pas s'en passer. C'est, en substance, l'enseignement d'un sondage sur « les attentes du grand public à l'égard de l'énergie nucléaire », commandé par l'Union française de l'électricité (UFE) au Centre d'études et de connaissances sur l'opinion publique (Cecop), et dont Le Monde publie en exclusivité les conclusions. Réalisée par l'institut de sondage IFOP, auprès d'un échantillon représentatif de 1005 personnes de 18 ans et plus, au cours de la troisième semaine de septembre, cette enquête montre que le nucléaire civil est « une énergie subie », souligne l'institut dans la note de synthèse remise à l'UFE.

Sur ce sujet délicat, où les avis des « pro » et des « anti » sont très tranchés, les Français apparaissent sensibles aux arguments des deux bords. Ainsi, 86 % des sondés « jugent que ceux qui affirment que la fin de l'énergie nucléaire est pour bientôt ont tort ». Ils sont 59 % à estimer que l'utilisation de l'énergie atomique est « la façon la moins coûteuse de produire de l'électricité ». Et environ les deux tiers des personnes interrogées pensent que l'abandon du nucléaire aurait

« des conséquences négatives » pour les exportations d'électricité (67 %), le développement économique (62 %) ou l'indépendance énergétique de la France (61 %).

Paradoxalement, ils sont pourtant 61 % à « ne pas souhaiter que cette énergie soit utilisée à l'avenir ». Mieux : 62 % des gens seraient prêts à payer plus cher leur électricité pour « favoriser l'abandon de l'énergie nucléaire ». Sous réserve, il est vrai, que cette hausse n'excède pas 3 % à 10 % du montant de leur facture. Pour une majorité de Français, « l'exception française du recours massif au nucléaire est un fait accompli », commente l'IFOP. Un fait accompli qui les inquiète de plus en plus.

Deux types de danger sont liés à l'utilisation civile de l'énergie atomique, dans l'esprit des sondés. D'une part, 62 % d'entre eux pensent que « vivre à proximité d'une centrale est très dangereux pour la santé » - même si 83 % jugent que les règles de sécurité sont « plutôt bien » ou « très bien » respectées dans les centrales. déchets radioactifs.

D'autre part, la question du traitement des déchets radioactifs apparaît primordiale, tant pour le présent que pour les générations futures. Au chapitre des handicaps qui plaident contre l'usage de l'énergie nucléaire, c'est de loin l'argument le plus fort : il est cité par 61 % des sondés. Et ces derniers ne sont que 41 % à croire ceux qui disent que « le problème des déchets est traité avec toutes les précautions possibles »...

D'une façon générale, il ressort de ce sondage que les Français apparaissent assez sceptiques quant à la qualité de l'information officielle qui leur est délivrée sur la question nucléaire. Ils font davantage confiance (à 51 %) aux associations de consommateurs pour les informer qu'à EDF (36 %), dont les ingénieurs apparaissent cependant des experts dignes de confiance pour « maîtriser rapidement un accident grave ». Les écologistes ne sont pas jugés beaucoup plus crédibles (27 % d'opinions favorables) que l'autorité de sûreté nucléaire (25 %), dont les premiers dénoncent volontiers les carences en matière d'information. Quant au gouvernement, en qui seulement 12 % des sondés ont confiance, aux élus locaux (10 %), aux syndicats (7 %) et aux partis politiques (3 %), ils apparaissent largement discrédités dès lors qu'il s'agit d'informer correctement l'opinion publique.

Corollaire de cette crise de confiance dans les institutions, les Français sont réceptifs aux promesses et aux slogans des militants antinucléaires. Ainsi, 60 % des sondés « pensent que les énergies renouvelables peuvent tout à fait remplacer l'énergie nucléaire », et 63 % « que l'on pourra couvrir nos besoins en énergie avec les énergies renouvelables d'ici dix ou vingt ans ». Ce qui, de l'avis général des spécialistes, apparaît plus comme un vœu pieux que comme une probabilité scientifique.

En commandant cette enquête, l'UFE risque de prendre à rebrousse-poil ses propres adhérents, au premier rang desquels se trouve EDF. « Le nucléaire ne se sauvera que par la transparence », lance Bernard Brun, le président de l'organisation patronale, pour justifier sa démarche, qu'il entend renouveler de façon « régulière et pluriannuelle », dit-il. Alors que l'élargissement de l'Union européenne va faire entrer dans la communauté, avec les dix nouveaux pays adhérents, 18 réacteurs de type soviétique (Le Monde du 5 novembre), à la sécurité incertaine, « l'opinion française demeure le verrou du nucléaire en Europe. S'il saute, il n'y a plus de nucléaire », poursuit cet ancien conseiller à la présidence d'EDF.

M. Brun abonde ainsi dans le sens de Loyola de Palacio, la commissaire européenne à l'énergie, pour demander la création d'une autorité de sûreté indépendante dans chaque pays. Une autorité qu'il verrait bien « élargie à l'ensemble des risques industriels ». L'évolution de l'opinion publique que révèle ce sondage annonce peut-être des discussions plus animées que prévu, lors du débat sur l'énergie promis par le gouvernement pour le début de 2003.

PASCAL GALINIER
